

Conférence de Mounir Abd El Nour, ancien ministre du gouvernement égyptien, organisée par l'Association France-Égypte le 14 mars 2017 à Paris.

Cher ami et Ambassadeur Patrick Leclercq
Messieurs les Ambassadeurs,
Chers amis,
Mesdames et Messieurs,

Permettez moi tout d'abord de remercier Patrick Leclercq qui en m'invitant me donne le plaisir d'être avec vous, celui de revoir des amis que je n'ai pas vu depuis longue date et le plaisir de parler de l'Égypte, un pays que nous aimons tous ici présent, chacun à sa façon, et autour duquel nous nous réunissons.

En m'invitant, croyant me faciliter la tâche, Patrick m'a donné la liberté de choisir mon sujet... En fait, il m'a compliqué la vie car j'ai longtemps hésité, et jusqu'à mon arrivée à Paris, la semaine dernière, je n'avais pas décidé de quoi j'allais vous parler.
C'est en contactant mes amis, Français ou Égyptiens vivant en France, que j'ai choisi le sujet, car tous sans exception ont exprimé leur inquiétude sur la situation économique de l'Égypte, et tous m'ont demandé quand est ce que ça va s'améliorer ?
J'ai même été accosté dans la rue par un Égyptien qui est venu me poser cette même question qui semble revenir en refrain: quand est ce que la situation va s'améliorer?

J'ai donc décidé d'essayer d'y répondre, et de décrire la situation telle que je l'ai vue de près et même vécue au lendemain de la révolution du 30 juin entre 2013 et 2015 puisque j'ai été partiellement responsable de la gestion économique en tant que Ministre du Commerce et de l'Industrie et pour quelques mois Ministre de l'Investissement en plus.
Je parlerai aussi des efforts fournis pour redresser la situation et surtout des espoirs d'avenir.

Pour commencer, je ferai rapidement un retour en arrière pour mettre les choses dans leur contexte.

-- Entre 2004 et 2008 L'économie égyptienne alors gérée par un groupe de jeunes réformateurs était sur la voie d'une croissance soutenue, supérieure à 5%, en ligne avec les autres pays émergents. Elle avait même atteint 7% en 2007.

- Malheureusement, la crise économique mondiale de 2008 est venue arrêter tout cela et a remis en cause les perspectives de croissance de l'économie Égyptienne, comme d'ailleurs celles d'un grand nombre d'autres pays.
- Plus encore, elle a mis en évidence le manque d'inclusivité de cette croissance, et l'énorme écart qui s'était creusé entre les riches et les classes défavorisées. Les uns habitant les compounds ou les "gated communities" au milieu de pelouses verdoyantes ou de terrains de golf, alors que les autres occupaient les bidons villes qui se multipliaient autour du Caire et d'Alexandrie. En effet, la priorité de la politique économique était de maximiser le taux de croissance sans se soucier réellement d'une distribution équitable du produit de cette croissance. Je soulignerai à titre d'exemple que la somme allouée aux subventions des carburants, qui par définition profitent essentiellement aux riches, était supérieure à la somme des dépenses publiques allouées à la santé et à l'éducation.

- De plus, L'économie était incapable de créer suffisamment d'emplois pour une main d'œuvre croissante, le taux de chômage, surtout auprès des jeunes diplômés, augmentait fortement.
- La mauvaise distribution des revenus ainsi que le chômage des jeunes furent sans aucun doute parmi les facteurs déterminants de la révolution du 25 Janvier 2011. Je vous rappellerais que les jeunes qui manifestaient place Tahrir scandaient des slogans qui réclamaient la liberté mais surtout du pain et la justice sociale.

Les turbulences politiques qui ont suivi ont aggravé nos problèmes économiques. Les Gouvernements successifs entre Février 2011 et Août 2012, dans l'espoir de calmer la rue, ont augmenté les dépenses publiques ce qui a eu comme conséquence directe l'augmentation considérable du déficit budgétaire qui a atteint 11% du PIB pour l'année financière 2011/2012.

D'autre part, les investissements étrangers qui avaient varié entre 8 et 12 Milliards de Dollars annuellement, ainsi que les recettes touristiques qui avaient atteint 12,5 Milliards de Dollars en 2010, se sont effondrés.

Ce retournement des flux de capitaux et de revenus a eu un effet négatif sur la Balance des Paiements qui a enregistré un déficit de 10 Milliards de Dollars en 2010/2011 et de 11 Milliards de Dollars en 2011/2012, alors qu'elle avait enregistré un surplus de 3,36 Milliards de Dollars au cours de l'année financière 2009/2010.

Le taux de croissance de l'économie est tombé à 2,5% au cours des années 2011 et 2012 soit une croissance zéro par tête d'habitant entraînant une augmentation encore plus grande du taux de chômage.

L'élection de Mohamed Morsi à la Présidence de la République en Juin 2012 et la formation du Gouvernement des Frères Musulmans en Août de la même Année n'ont pas arrangé les choses au contraire. En Juin 2013 le déficit budgétaire avait atteint 13.5% du PIB! Pour les raisons que vous connaissez, au-delà de la situation économique qui se dégradait, le peuple s'est soulevé une seconde fois.

Les Gouvernements qui ont été formé à la suite du 30 Juin 2013 présidés d'abord par un brillant économiste Dr. Hazem Biblawi suivi de l'infatigable Ibrahim Mahlab avaient pour objectif économique de faire face au triple déficit de l'économie Égyptienne: le déficit de croissance, le déficit budgétaire et le déficit extérieur.

Une stratégie de développement a été élaborée pour rétablir les grands équilibres économiques du pays et créer un modèle de croissance inclusive bénéficiant à l'ensemble de la population. Cette stratégie reposait sur trois pilier:

Tout d'abord, la mise en œuvre d'importantes réformes fiscales afin de ramener le déficit public à un niveau soutenable, l'objectif étant de retrouver un excédent primaire dès l'année fiscale 2016/2017, et de réduire la dette publique à 85% du PIB en 2019 sachant que celle ci se montait en 2013 à près de 96% du PIB.

Cet effort de consolidation fiscale devait se faire à travers des mesures visant d'une part l'augmentation des recettes publiques, comme l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'imposition de taxes supplémentaires sur les plus riches et sur le gain en capital et l'élargissement de l'assiette fiscale; Et d'autre part, une forte réduction des dépenses budgétaires à travers la réforme des subventions énergétiques dont l'objectif était d'augmenter le prix de vente de l'électricité et des carburants au consommateur au niveau du coût de production en cinq ans, en plus d'un meilleur contrôle de la masse salariale du secteur public.

Le second pilier de la stratégie portait sur l'application de politiques de soutien à la croissance pour créer une économie plus productive dans laquelle le secteur privé pourrait jouer son rôle. À cette

fin, la stratégie prévoyait la mise en place de réformes du cadre réglementaire et législatif pour améliorer le climat des affaires et favoriser l'investissement privé.

Une nouvelle loi régissant l'investissement était au cœur de ces réformes et avait pour but de lutter contre les barrières administratives.

La stratégie prévoyait aussi le lancement de grands projets d'infrastructure permettant de catalyser l'investissement privé, de réduire les coûts économiques, d'améliorer les conditions de vie de la population et surtout de faire redémarrer la machine productive.

Le troisième pilier de la stratégie avait pour but de développer des filets de sécurité sociale efficaces visant à faciliter l'accès aux services de santé et d'éducation, de relever leur niveau et de soutenir les classes les plus défavorisées qui souffriraient suite à la réduction des subventions.

Malheureusement le calendrier politique n'a pas permis aux deux Gouvernements de mettre cette ambitieuse stratégie en totale application.

Car de Juillet 2013 à Décembre 2015 la scène politique a été occupée d'abord par le débat autour de la nouvelle constitution et par le référendum tenu le 14 et 15 Février 2014 pour l'approuver. Ensuite, par des élections présidentielles le 26 et 28 Mai 2014, suivies par des élections parlementaires qui ont eu lieu entre le 17 Octobre et le 2 Décembre 2015.

Il était donc difficile, voire même impossible, d'effectuer des réformes structurelles aussi profondes qu'escomptées en l'absence d'un parlement élu.

Malgré cela, le Gouvernement a eu le mérite de faire les premiers pas et de prendre les premières mesures de la réforme économique.

Au début de 2014 il augmente le prix des carburants et de l'électricité conformément au plan établi, il est incapable cependant de faire la seconde augmentation prévue pour 2015.

Il élabore une loi régissant la fonction publique et des lois fiscales introduisant les nouvelles taxes mais le Président de la République refuse de les signer en l'absence du Parlement.

La Banque Centrale dévalue la Livre Égyptienne qui est largement surévaluée, une surévaluation qui pèse lourdement sur la compétitivité des produits égyptiens et sur la balance commerciale.

Mais la dévaluation n'est que de 5% au grand dam de certains.

D'autre part, l'aide financière massive reçue des pays Arabes du Golf, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et le Koweït, permet au Gouvernement d'entamer un programme de relance de l'économie et d'exécuter un grand nombre d'importants projets d'infrastructure.

Je mentionnerai trois de ces projets vu, à mon sens, leur importance.

Le premier concerne l'énergie électrique dont les capacités théoriques de production limitées à 29.000 Megawatts étaient insuffisantes pour subvenir aux besoins industriels et domestiques du pays. Je vous rappellerais que les ruptures de courant électrique durant les dernières semaines de la présidence de Morsi ont été des éléments qui ont poussé les Égyptiens à descendre dans la rue.

Le Gouvernement a donc tracé un plan énergétique pour couvrir les besoins grandissant de l'économie et en assurer la sécurité basé sur trois axes:

D'abord, sur le développement d'un mix énergétique diversifié pour profiter pleinement des ressources disponibles notamment du potentiel solaire et éolien.

Ensuite sur des incitations crédibles pour attirer la participation du secteur privé et construire un secteur énergétique financièrement viable.

Finalement, sur la définition claire et simple des rôles du régulateur et des opérateurs pour amorcer la transition vers un marché libéralisé de l'électricité.

C'est ainsi que le Gouvernement fait adopter une loi qui régit les énergies renouvelables, une loi sur l'électricité qui définit les rôles des acteurs publics et privés dans ce secteur, émet les tarifs de feed-in soit les prix d'achat des énergies électriques produites.

D'autre part, le Gouvernement signe des contrats de fourniture et de financement pour augmenter la capacité de production en un premier temps de 14.400 megawatts pour atteindre une capacité totale de 43.000 megawatts. Un projet qui sera exécuté en 18 mois.

Le second de ces grands projets concerne la construction d'un réseau routier couvrant 4400 Kilomètres, qui ajoutent au réseau existant près de 10% de sa capacité, et ouvrent des perspectives de développement régional à l'est et à l'ouest de la vallée du Nil en reliant la Haute Egypte au littoral de la Mer Rouge d'un côté et aux Oasis et à la Nouvelle vallée الوادي الجديد de l'autre côté.

Encore une fois la rapidité de l'exécution de ce projet est impressionnante.

Finalement, un programme de construction de 656.000 logements sociaux dans 22 villes dont évidemment Le Caire et Alexandrie, mais aussi les capitales de Gouvernorats en Basse et Haute Egypte.

Le coût de ce projet est estimé à 97 Milliards de Livres Égyptiennes soit à peu près 5,5 Milliards de Dollars. À ce jour près de 50.000 logements ont été livrés et 300.000 logements sont en cours de construction.

Mais comme je le disais, en l'absence du Parlement, les Gouvernements successifs entre Juillet 2013 et Décembre 2015 ont été incapable d'exécuter pleinement le programme de réforme.

En plus, les projets ambitieux d'infrastructures initiés par le Président de la République, et le souci de les exécuter le plus rapidement possible pour mettre fin à la situation (ressentie) de crise ont entraîné une augmentation importante des dépenses publiques.

Le déficit budgétaire atteint 11.5% du PIB au cours de l'année financière se terminant le 30 Juin 2015.

Pour financer ce déficit, le Gouvernement a été obligé de s'emprunter auprès des banques commerciales Égyptiennes puisque les investisseurs étrangers qui par le passé finançaient le déficit en achetant des bons du trésor avaient disparu.

Arrivés à la limite des capacités des banques commerciales, le Gouvernement a eu recours à la Banque Centrale. Ce qui veut dire que la BCE a créé de l'argent sans contrepartie, en d'autre termes, en utilisant une métaphore, a imprimé des billets de banque entraînant nécessairement l'augmentation du taux d'inflation et la diminution de la valeur réelle de la Livre Égyptienne par rapport aux autres devises soit son taux

Ces déficits ont entraîné l'économie Égyptienne dans un cercle vicieux infernal, puisque leur financement menaient à de plus grands déficits encore à cause du poids du service de la dette et de la dévaluation de la monnaie.

Le déficit budgétaire pour l'année se terminant le 30 Juin 2016 augmenta encore une fois pour atteindre 12,2%.

La dette publique dépassât le seuil des 100% de PIB.

Parallèlement, le déficit extérieur augmentait en raison de la baisse des revenus. Les revenus touristiques étaient tombés à 6 Milliards de Dollars, ceux de Canal de Suez avaient diminué de 5.3% en raison de la baisse du Commerce International, même les transferts des Égyptiens expatriés ou travaillant à l'étranger avaient diminué.

Une seconde dévaluation du taux de change officiel de la Livre de 13% en Mars n'eut d'autre effet que celui d'augmenter le taux de change du Dollar sur le marché noir. L'écart entre le deux taux se creusait encore plus.

La situation se dégradait, les réserves en devises étrangères auprès de la BCE sont tombées couvrant à peine 3 mois d'importation.!

Il fallait recourir au Fonds Monétaire International.

En fait, en Février 2011, au lendemain de la révolution, le Conseil des Forces armées s'était opposé à accepter l'offre du FMI de venir en aide à l'Egypte.

En 2012, Mohamed Morsi et son Gouvernement ont longtemps hésité mais ont fini par refuser aussi

En 2013 et 2014, le Gouvernement a résisté aux pressions des pays arabes bailleurs de fonds qui lui demandaient de coopérer avec le FMI pour regagner la confiance des marchés financiers. Tous craignaient de devoir se plier aux conditions draconiennes que le FMI imposerait à l'Egypte.

En Juillet 2016 le Gouvernement a entamé des négociations avec le FMI qui a posé trois conditions préalables à la signature d'un accord.

1- l'imposition de nouvelles taxes et surtout la taxe sur la valeur ajoutée.

Le projet de loi qui était prêt depuis bien longtemps fut approuvé par le Parlement au mois d'Aout.

2- obtenir des financements extérieurs à hauteur de 5 Milliards de Dollars pour combler les lacunes de financement, "financing gap", condition qui a été remplie suite à des crédits obtenus de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, des Émirats Arabes Unis et d'un accord de swap avec la Chine.

3- la libéralisation du taux de change de la Livre Égyptienne, qui fut décidée par la Banque Centrale d'Egypte le 3 Novembre.

Le taux officiel du Dollar fut fixé à 13,50 Livres soit une dévaluation de 52% .

Le même jour le Gouvernement annonçait la hausse des prix de l'électricité et des carburants.

Les conditions préalables remplies, le conseil exécutif du FMI annonçait le 11 Novembre 2016 son accord à soutenir le programme de réforme économique Égyptien en accordant à l'Egypte un crédit de 12 Milliards de Dollars.

Dans le communiqué de presse, Madame Christine Lagarde se réfère au programme de réforme du Gouvernement Égyptien établi en 2014 dont l'objectif est la réduction des déficits extérieur et budgétaire, de la dette publique, et du taux d'inflation pour le ramener à un chiffre, la reconstitution des réserves internationales, le retour de la confiance des investisseurs et la croissance du secteur privé.

Je n'ai pas besoin de vous dire que la dévaluation de la Livre suivi de la hausse des prix de l'électricité et des carburants le même jour a eu un effet de choc!

Et c'est un choc qui à mon avis va prendre du temps à être absorbé, tout simplement parce qu'il touche aussi bien les consommateurs que les producteurs.

Je pense que tout au long de l'année 2017, consommateurs et producteurs seront à la recherche d'un nouveau point d'équilibre financier.

Les ménages , de tout niveau d'ailleurs, devront revoir leur mode de consommation en fonction du coût de la vie qui augmente à vue d'œil puisqu'au mois de Janvier 2017 le taux d'inflation atteint 30% c'est à dire que la moyenne des prix au mois de Janvier 2017 est supérieure à celle de Janvier 2016 de 30%, et que le taux d'inflation de Janvier 2017 par rapport au mois précédent est de 4%.

Les producteurs pour leur part devront revoir le prix de leurs produits à la hausse et même peut être réduire leur production suite à la baisse de la demande.

La situation n'est pas facile, mais il faut espérer que toutes ces difficultés ne sont que momentanées car le nouveau taux de change devrait permettre d'améliorer la compétitivité externe de l'Egypte, de développer les exportations et le tourisme, d'attirer des investissements étrangers et de réduire les importations. Il devrait permettre également à la BCE de reconstituer ses réserves internationales et de regagner la confiance des places financières.

En effet, déjà en Janvier 2017 soit deux mois après la libéralisation du taux de change, l'Egypte réussi à placer sur les marchés financiers une émission obligataire de 4 Milliards de Dollars, remboursables à des échéances de 5, 10 et 30 ans, qui est sur-souscrite à plus de trois fois sa valeur. Une preuve de regain de confiance.

Les investisseurs étrangers retournent pour acheter des bons de trésor égyptiens. Au cours du seul mois de Janvier ils achètent pour une valeur totale de 630 Millions de Dollars. Le 9 Février ils couvrent 98% de la valeur des bons de trésor mis en vente pour une valeur totale de 13 Milliards de Livres Égyptienne soit à peu près 750 Millions de Dollars.

Il retournent en force acheter des actions sur la Bourse du Caire, l'indice boursier principal le EGX 30 hausse de 55% en trois mois.

Les réserves atteignent fin Janvier 26,4 Milliards de Dollars, leur plus haut niveau depuis 2011. Finalement à la fin Février le taux de change du Dollars tombe au-dessous de 16 Livres alors qu'il avait atteint 20 Livres à la mi Janvier.

As-t-on réussi à renverser la tendance et créer un cercle vertueux ?
Sommes nous sorti de l'auberge?

Pas encore mais nous sommes sur la bonne voie.

Pas encore parce que l'année 2007 continuera à être difficile, voire même très difficile. Les prix de l'électricité et des carburants devront augmenter une fois de plus, probablement au mois de Juillet, et de nouvelles taxes seront imposées.

Pas encore, parce que nous ne sortirons pas de l'auberge avant que ne se confirment les grands espoirs de l'Egypte c'est à dire que le tourisme reprenne et retrouve les chiffres de 2010 et au delà, que les exportations se développent et que les investissements étrangers affluent.

En ce qui concerne le tourisme je suis personnellement optimiste. Je pense qu'avec un peu d'effort et une gestion intelligente le mouvement pourra reprendre rapidement.

Déjà cet hiver il y a eu une grande amélioration grâce à un afflux de touristes asiatiques, Chinois, Japonais, Indiens et autres, le résultat d'une politique de diversification de marchés que j'avais prôné lorsque j'étais au tourisme.

Il est fort probable aussi que dans le courant des semaines prochaines les Gouvernements Russe et Britannique permettent le retour de leurs touristes en Egypte et la reprise des vols réguliers et charters vers Sharm El Sheikh, Hurghada, Luxor et Aswan au départ de leurs principales villes.

Comme je le mentionnais, en 2010 près de 15 Millions de touristes avaient visité l'Egypte, avaient passé 147 Millions de nuitées et généré un revenu de 12,5 Milliards de Dollars.

À terme, l'Egypte devrait être capable, son infrastructure le permettant, de recevoir plus de 20 Millions de touristes et s'attendre à des revenus de 20 Milliards de Dollars annuellement, mais il faudra évidemment fournir d'énormes efforts pour relever le niveau des services touristiques, diversifier les produits et les marchés et libéraliser les cieux pour permettre aux charters et aux low cost de desservir les aéroports Égyptiens (casser le monopole de la société d'aviation nationale Egyptair).

Quant aux exportations, l'Egypte espère pouvoir augmenter considérablement ses exportations non pétrolières à court terme de 25% pour atteindre 24 Milliards de Dollars en prenant avantage sur le gain en compétitivité dû à la dévaluation de la Livre, mais surtout sur les accords de libre échange signés avec plusieurs blocs économiques : les pays Arabes, la Turquie, l'Union Européenne, la zone de libre échange de l'Est de l'Afrique et bientôt la zone de libre échange Euro-Asiatique.

Comme vous le savez, les principales exportations Égyptiennes non pétrolières comprennent les fruits et légumes, les produits agro-alimentaires, les textiles et le prêt à porter, les produits chimiques et les engrais, les matériaux de construction, les équipements ménagers, le cuir et les produits de cuir, les meubles, etc.

Mais le grand pari de l'Égypte c'est le gaz naturel.

La découverte de "Zohr", dans les eaux territoriales Égyptiennes, le plus grand champ de gaz naturel dans l'Est de la Méditerranée avec des réserves estimées à 850 Milliards de mètres Cube, soit 30 Trillion de pieds cube constitue un des grands espoirs pour redresser la situation économique de l'Égypte.

La production de ce champ de gaz est prévue pour la fin de l'année 2017. Selon les estimations ce champ doublera la production totale Égyptienne de gaz naturel en 2018, à laquelle viendra s'ajouter une production de 3 Milliards de pieds cube par jour en 2019.

En 2019 l'Égypte redeviendra un pays exportateur de gaz puisque selon les projections elle pourra disposer de 29% de la production de ce champ après avoir satisfait la demande locale.

À partir de cette production de gaz naturel l'Égypte pourra aussi développer son industrie pétrochimique.

Mais la grande ambition de l'Égypte dans ce domaine est de devenir le hub, le centre de liquéfaction de gaz naturel et d'exportation des productions gazières de l'Est de la Méditerranée c'est à dire d'Israël (le champ de Léviathan), de Chypre, de Grèce et du Liban, l'Égypte ayant déjà une capacité de liquéfaction de gaz d'à peu près 20 Millions de tonnes de LNG par an.

Pour les investissements, je ne vais pas répéter ce que vous savez déjà, et qui en l'occurrence est absolument correcte, c'est à dire que l'Égypte a une main d'œuvre qualifiée et relativement bon marché, que la situation géographique à la croisée de trois continents et les accords de libre échange avec plusieurs blocs économiques permettent à un producteur à partir de l'Égypte d'atteindre plus de 2 Milliards de consommateurs sans être assujéti à des barrières douanières ou à des quotas, etc..

Mais je porterai tout simplement quelques éclaircissements sur deux grands projets de développement régionaux sur lesquels reposent à long terme des espoirs de croissance qui devraient être capables d'attirer l'intérêt des investisseurs étrangers.

Le premier de ces projets concerne le développement de la zone économique spéciale de Canal de Suez, une Zone de 461 Kilomètres carrés autour du Canal de Suez qui comprend 6 ports, 3 sur la Méditerranée et 3 sur la Mer Rouge et qui a pour vocation d'attirer des investisseurs afin de devenir un centre international de logistique et de transbordement donnant accès aux marchés de la région, mais aussi une zone industrielle pour créer des chaînes de valeur et des centres technologiques de recherche et de production.

Les investissements requis pour le développement des infrastructures de cette zone qui comprend des routes, des chemins de fer, quatre tunnels reliant les deux rives du Canal de Suez et des projets pour assurer l'approvisionnement en eau et en énergies, sont estimés à 21 Milliards de Dollars. L'achèvement des travaux de développement est prévu pour 2030.

Une grande partie des routes a déjà été construite, les tunnels sont en cours de construction, et les travaux d'approvisionnement en eau et énergies pour les zones de Kantara et Sokhna sont pratiquement terminés. C'est pourquoi ces deux centres ont déjà attiré des investisseurs. Sokhna a attiré des industries lourdes : des aciéries, des usines de pétrochimie, etc. À ce jour 96 projets sont soit en production soit en cours de construction. À titre d'exemple, je mentionnerai un gros investissement chinois pour la production de fibre de verre essentiellement destinée à l'exportation. L'Égypte grâce à ce projet est devenu le troisième exportateur mondiale de fibre de verre après la Chine et les USA.

Qantara par contre à attiré des industries légères, une grande partie d'entre elles dans le secteur de l'agroalimentaire en raison de la proximité des terres agricoles. Parallèlement le développement des ports notamment celui de l'est de Port Said et de Sokhna sont en cours.

Le second projet de développement régional est celui du triangle d'or, une zone géographique de 9000 Kilomètres carrés située entre la vallée du Nil au niveau de Kena à l'ouest et la Mer Rouge à l'Est entre les ports de Safaga et de Kosseir, réputée pour ses richesses minières inexploitées et pour les opportunités de développement industriel.

Pour le moment seul sont exploitées dans cette région des mines de phosphate exporté vers l'Inde, et la fameuse mine d'or de Sokary, une des dix plus grandes mines d'or du monde. L'activité industrielle se limite à deux cimenteries, une sucrerie à partir de la canne à sucre cultivée dans la vallée du Nil, une usine de papier à partir de bagasse, et de petites production de jus de fruits et de mélasse.

L'agriculture se distingue en plus des cultures traditionnelles par la culture des plantes médicinales dont la valeur des exportations annuelles est estimée à près de 100 Millions de Dollars.

Une étude approfondie de la région entreprise par la société italienne "D'Appolonia" a confirmé l'existence de bien plus grandes réserves de phosphate et d'or, en plus des mines de zinc, de minéraux lourds tel que le tantalum et le titanium, et des carrières de granite, de marbre, de calcaire et de gypse. L'étude confirme aussi l'existence de mines de fer et de cuivre.

L'étude met l'accent aussi sur les opportunités de développement industriel et en particulier sur la production d'engrais chimiques phosphatés et d'acide phosphorique, sur l'agro industrie, le traitement du marbre et du granite et la production de matériaux de construction.

L'étude souligne d'autre part la possibilité d'amender près de 32000 feddans, à peu près 15000 hectares de terre désertique, en plus du développement de la chaîne de valeur des plantes médicinales cultivées dans cette région.

Un plan détaillé a été établi qui prévoit un investissement sur une période de 30 ans d'une valeur totale de 18 Milliards de Dollars afin de créer un pôle de croissance qui pourrait avoir à terme un impact positif sur le PIB estimé à 0,5% annuellement et sur la Balance des paiements de 4,2%

Tout comme la zone économique du Canal de Suez, le triangle d'or bénéficiera d'exemptions fiscales et douanières et devrait pouvoir attirer des investisseurs étrangers dans les secteurs mentionnés.

Voilà, pour résumer je vous dirai que depuis 50 ans notre consommation a été supérieure à notre production, nos importations supérieures à nos exportations, et nos dépenses supérieures à nos revenus. Il fallait bien payer la note un jour, c'est ce que nous sommes entrain de faire. C'est dur, mais je suis confiant que nous sommes sur la bonne voie pour pouvoir prendre avantage des opportunités et jouir des richesses inexploitées du pays.

Je suis personnellement optimiste, je crois que le tourisme reprendra et que les exportations augmenteront plus tôt qu'on ne le pense, et j'espère que le Gouvernement ne commettra pas trop d'erreurs et qu'il continuera à gérer l'économie avec la rigueur nécessaire pour que les marchés financiers confirment leur confiance dans l'avenir de l'économie Égyptienne.

Je regrette d'avoir été trop long, mais j'espère avoir réussi à vous communiquer mon optimisme. Merci en tous cas de m'avoir écouté.